

**Nous, Professeurs du Collège du Haut-Allier,
avec les sections syndicales SNES et SNFOLC**

Mercredi 14 octobre,

Monsieur le Principal,

Nous refusons de participer à la mise en place anticipée de la réforme du collège et par conséquent à la mise en place des EPI, du fait de la réalité que tente de cacher aux yeux du public cette dénomination accrocheuse.

Toutes les disciplines souffriraient de la mise en place de cette réforme.

Le ministère cache cette dégradation programmée en évoquant, par le terme d'interdisciplinarité, la création de liens entre les disciplines tout en suggérant, par le mot « pratique », des effectifs réduits ou un encadrement renforcé. C'est exactement le contraire qui est prévu : attaque sans précédent des heures disciplinaires et nombre d'élèves accru, confiés à des professeurs qui s'occuperont d'eux entre deux réunions destinées à monter des projets de façade.

Tous nos élèves seraient atteints. Les plus fragiles, auxquels manquerait du temps d'entraînement systématique déjà trop restreint dans tous les domaines. Les plus armés, exposés à perdre leur motivation face à un enseignement au rabais. Tous, privés des options langues anciennes et anglais euro qui permettaient un épanouissement intellectuel sur la base du travail.

Au nom de la rigueur intellectuelle que nous avons apprise sur les bancs de l'Ecole de la République, nous refusons de cautionner la promotion de cette façade trompeuse que constitue la dénomination EPI.

Avec les milliers d'enseignants qui agissent depuis plusieurs mois, nous sommes mobilisés pour l'abrogation de cette réforme.

Nous prenons donc nos responsabilités, Monsieur le Principal, aussi refusons-nous de nous rendre aux formations visant à mettre en place une telle réforme, et ce, en toute cohérence avec notre engagement pour la défense de notre métier et celle du droit à l'instruction.